



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2005, volume VI
Editions Bruylant, Bruxelles

DAZI-HENI Fatiha , "Le Royaume d'Arabie saoudite. Vers une nouvelle conception des enjeux stratégiques au Moyen-Orient", AFRI 2005, volume VI

Disponible sur http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/afri2005_dazi.pdf

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

LE ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DES ENJEUX STRATÉGIQUES AU MOYEN-ORIENT

PAR

FATIHA DAZI-HENI (*)

L'après-11 septembre 2001 marque à bien des égards une date-rupture ou, du moins, constitue un tournant significatif de la trajectoire politique du Royaume d'Arabie saoudite et de la place qu'occupe cet Etat dans l'échiquier moyen-oriental. L'Arabie saoudite se distingue sur la scène internationale avant tout comme l'acteur prépondérant des pays membres de l'OPEP, puisque, à lui seul, ce pays renferme 25 % des réserves mondiales de pétrole. Il se distingue en outre par son rôle de régulation unique au monde de l'offre en hydrocarbures, grâce à sa capacité à moduler sa production, la faisant passer de 8 millions de barils par jour à 10 millions (1). Ce rôle a d'ailleurs été confirmé lors du déclenchement de la guerre contre l'Iraq en 2003, où la production iraquienne a été stoppée. Par ce biais, le Royaume a pu s'imposer au cours de cette année comme un partenaire fondamental pour les Etats-Unis, malgré le caractère toujours tendu des relations entre les deux pays.

Sachant que les puissances occidentales ont fortement contribué à asseoir la souveraineté nationale et la légitimité internationale de la dynastie saoudienne au cours du XX^e siècle (2), la détérioration des relations saoudo-américaines depuis le 11 septembre 2001 affaiblit d'autant la légitimité politique de la famille royale Al Saoud. Celle-ci est, de plus, défiée depuis le 12 mai 2003 (3) sur son territoire par des attentats terroristes fomentés par des courants djihadistes, ciblant les symboles du pouvoir (intérêts américains dans le Royaume, expatriés occidentaux, ministère de l'Intérieur et multiples attentats contre les forces de l'ordre et de sécurité locales ou

(*) Consultante et chercheur associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI, France).

(1) Jean-Marie CHEVALIER, *Les Grandes Batailles de l'énergie*, Gallimard, Paris, 2004.

(2) Dès 1915, le roi Ibn Saoud, fondateur de l'unification du Royaume d'Arabie saoudite en 1932, s'arrange pour se faire reconnaître par les Britanniques comme leur seul interlocuteur en Arabie, reconnaissant le principe international de l'existence des frontières, contrairement aux religieux wahhabites qui l'ont aidé à unifier le Royaume. La découverte du pétrole et son exploitation par les compagnies étrangères constitueront un autre facteur qui renforcera le pouvoir politique des Al Saoud sur le plan intérieur tout comme sur la scène internationale. Cf. Alexis VASSILIEV, *The History of Saudi Arabia*, Saqi Books, Londres, 2000, et Madawi AL RASHEED, *A History of Saudi Arabia*, CUP, Cambridge, 2002.

(3) Ce triple attentat-suicide contre un complexe de résidences pour expatriés (*compound*) à Riyad, appartenant à la société américaine Vinnel Corporation, a fait 35 morts et plus de 200 blessés.

même attentats contre des sites pétroliers) (4). Aggravée par la guerre américano-britannique lancée contre l'Iraq le 17 mars 2003, cette fragilisation du Royaume d'Arabie saoudite a des conséquences significatives sur les déséquilibres politiques internes croissants, certes largement entamés à l'occasion de l'arrivée des troupes de la coalition sur le sol saoudien lors de la guerre du Koweït en 1991.

Outre la crise de confiance qui caractérise les relations bilatérales avec les Etats-Unis, d'autres dynamiques affectent depuis la position du Royaume comme acteur régional majeur au Moyen-Orient. Une marginalisation croissante du rôle du Royaume sur sa traditionnelle sphère d'influence : le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) (5) – plus connu sous les initiales de CCG – est aujourd'hui manifeste du fait de l'alignement systématique des petites principautés voisines sur la politique américaine au Moyen-Orient. Alors que le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe peut se résumer en près de 24 années d'existence à un échec politico-sécuritaire, ce pacte régional n'en a pas moins progressé sur le plan de l'intégration économique croissante : libres circulation et mouvement des personnes ; propriété immobilière ; institutions communes en matière d'investissement, d'office de normes et brevets ; union douanière depuis le 1^{er} janvier 2003 ; monnaie commune à échéance de 2010. La restructuration de l'organisation économique marque une nouvelle étape de l'histoire des régimes monarchiques : elle consiste notamment à contracter d'autres types d'alliances sans pour autant ébranler les anciennes coalitions. La perception de la menace et l'approche sécuritaire régionale faite par les dirigeants saoudiens se démarquant de plus en plus nettement de celle des Etats-Unis, un écart croissant entre les intérêts stratégiques du Royaume et ceux des petites principautés voisines est ainsi perceptible.

Certes, la décennie 2000 place le Royaume saoudien entre désordres intérieurs, sur fond de crise de légitimité, et crises régionales, qui accentuent les risques de déstabilisation du pays. Cependant, plutôt que de soutenir les thèses sensationnalistes qui tendent à présenter la monarchie saoudienne comme étant sur le point de s'effondrer (6) et de s'isoler sur le plan international (7), nous souhaitons insister ici sur la nouvelle conception que se font les dirigeants saoudiens de la donne moyen-orientale, qui se démarque

(4) Pour une brève analyse de la situation sécuritaire du Royaume et une chronologie sommaire des attentats depuis le 12 mai 2003, cf. Fatiha DAZI-HËNI, «Arabie saoudite : les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat Al Saoud», *Ramsès 2005*, IFRI/Dunod, Paris, 2004.

(5) Adopté par les six monarchies de la péninsule arabique (Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, EAU et Oman), le 25 mai 1980, le CCG (Conseil de coopération du Golfe) a été rebaptisé CCEAG en 1990.

(6) Robert BAER, «The fall of the House of Saud», *The Atlantic*, mai 2003 ; Mark N. KATZ, «What do we do if the Saudi monarchy falls?», *Comparative Strategy*, 2003 ; Charles M. SENNOTT, «Doubts are cast on the viability of Saudi Monarchy for long term», *Boston Globe Online*, 5 mars 2002 ; «Saudi Arabia. Adapt or die», *The Economist*, 6 mars 2004.

(7) David FRUM/Richard PERLE, *An End to Evil. How to Win the War on Terror?*, Random House, New York, 2003.

nettement de la vision stratégique d'un nouveau Moyen-Orient défendue par l'Administration Bush I et II.

Le contexte géopolitique actuel est plus que jamais incertain du fait de dynamiques nouvelles. L'Iran, traditionnel ennemi déclaré des monarchies arabes sunnites, est sommé de renoncer définitivement à son programme nucléaire militaire par la communauté internationale, sous peine de sanctions. En outre, une relance de la dynamique de paix post-Arafat au Proche-Orient est plus que jamais sujette à caution. Toutefois, c'est en fait surtout la perspective de la prise du pouvoir par la communauté chiïte en Iraq qui apparaît aux yeux des dirigeants saoudiens comme la source fondamentale de l'insécurité régionale. Face à ce bouleversement géopolitique supplémentaire, la monarchie saoudienne est contrainte à une double obligation de résultats : se réformer sur le plan intérieur et se repositionner sur la scène régionale et internationale.

UNE RELATION SAOUDO-AMÉRICAINNE EN CRISE PRÉSERVÉE PAR LA PRIMAUTÉ DES INTÉRÊTS COMMUNS

Les relations bilatérales saoudo-américaines ont été et resteront durablement affectées par la crise de confiance qui a frappé les deux alliés depuis le 11 septembre 2001 (8), mais le pragmatisme et les intérêts communs qui unissent les deux pays font plus que sauver les apparences.

Du côté saoudien, la première conséquence au plan extérieur a été d'abord d'infléchir la diplomatie « prosélyte wahhabite » saoudienne, dans le même temps qu'apparaissait indispensable, au plan intérieur, de procéder à une remise en question des fondements traditionnels de la légitimité saoudienne. Du côté américain, devant la très forte impopularité du régime saoudien auprès des Américains et ce qui a été vécu à Washington comme une « trahison » à l'égard d'un allié historique, la priorité a d'abord été donnée au souci de calmer le jeu, puis d'agir en fonction d'intérêts évalués sous un angle pragmatique, sans nécessairement repartir sur une relation de confiance. La décision du Président Bush de nommer James Oberwetter, lobbyiste pétrolier texan, ancien directeur de l'American Petroleum Institute et président du groupe industrialo-pétrolier américain Hunt Oil Company,

(8) Pour un aperçu des discussions sur les relations saoudo-américaines, cf. notamment *The United States and Saudi Arabia : a Relationship Threatened by Misconceptions*, Council on Foreign Relations, New York, 27 avr. 2004, disponible sur le site Internet www.cfr.org; « Saudi Arabia : Enemy or friend? », *Capitol Hill Conference Series on US Middle East Policy*, n° 35, 23 janv. 2004, disponible sur le site Internet www.mepc.org; Anthony H. CORDESMAN, *Ten Reasons for Reforging US and Saudi Relations*, CSIS, 30 janv. 2004; Gregory CAUSE, « The Approaching Turning Point. The Future of US Relations with the Gulf States », Brookings Institution/Saban Centre for Middle East Policy, mai 2003; « The Saudi Trap. A Trip Through the Kingdom Reveals What Really Needs to be Done in the War on Terror », *Newsweek*, 28 juin 2004; Roula KHALAF/Edward ALDEN, « An Ally Under Suspicion », *Financial Times*, 2-3 août 2003. Cf. également Stéphane MARCHAND, « Etats-Unis/Arabie saoudite : une alliance inoxydable? », *Politique internationale*, aut. 2003.

comme nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Arabie saoudite au cours de l'année 2003 a représenté un signe manifeste de la volonté de préserver les intérêts réciproques. Dans ce contexte, comme l'expliquent nombre de conseillers néo-conservateurs au sein de l'Administration Bush I et II, la guerre d'Iraq a pu aussi être conçue, en partie, pour tenter d'accentuer la pression sur le pays le plus important du monde en matières énergétiques, en diversifiant les sources d'approvisionnement.

Il reste que les Etats-Unis ne peuvent se permettre, dans l'état actuel où l'Iraq n'est ni sûr ni pacifié, de se passer de l'Arabie saoudite, qui donne, depuis les attentats perpétrés sur son sol (mai 2003), des signes tangibles de satisfaction à Washington en matière de lutte contre les groupes radicaux apparentés à Al Qaïda.

Même si les Etats-Unis avaient choisi à terme l'Iraq comme base d'influence régionale de leur politique au Moyen-Orient, l'évolution de la situation de ce pays restera longtemps incertaine. Il leur faudra donc impérativement ménager l'Arabie saoudite, au moins tant que celle-ci confirmera sa bonne volonté de coopérer ou d'engager les réformes nécessaires pour sécuriser sa situation intérieure et combattre les groupes terroristes. Parallèlement à sa situation intérieure, le Royaume d'Arabie est plus que jamais apparu au cours des années 2003 et 2004 dans le domaine international, où la production pétrolière en Iraq a momentanément été interrompue et où les cours du baril de pétrole brut ont oscillé entre 40\$ au printemps 2004 et plus de 50\$ en été 2004, comme un acteur-clef, en mesure de dédramatiser le contexte haussier des hydrocarbures. Par ce biais, le Royaume a pu s'imposer comme un partenaire fondamental pour les Etats-Unis, qui maintiendra néanmoins ses pressions sur le régime Al Saoud afin que celui-ci se réforme.

Dans la continuité des réformes annoncées au cours de l'année 1998 par le Régent saoudien, le pays s'est engagé, peu après les attentats du 11 septembre 2001 (9), à réformer en profondeur le système éducatif, à lutter contre toute forme de terrorisme et à accorder à la femme saoudienne davantage de place sur la scène publique. L'objectif est de socialiser la jeunesse selon des principes d'ouverture et de tolérance opposés à l'enseignement doctrinaire dispensé jusqu'à présent par les religieux wahhabites dont l'influence reste très forte dans le pays. Le nouveau pacte national sur lequel le prince héritier s'appuie pour engager le chantier des réformes repose sur une élite de technocrates, d'intellectuels libéraux et de nouveaux islamistes ouverts au monde (10). Il vise à remplacer le pacte qui scelle his-

(9) Alain GRESH, «Les grands écarts de l'Arabie saoudite», *Le Monde diplomatique*, juin 2003; Fatiha DAZI-HÉNI, «Le pouvoir Al Saoud face aux enjeux d'une société urbaine en mutation», *Maghreb-Machrek*, n° 174, oct.-déc. 2001, pp. 8-17.

(10) Pascal MÉNORET, «Pouvoir et oppositions en Arabie saoudite : de la contestation armée à l'institutionnalisation de l'islamisme?», *Maghreb-Machrek*, n° 177, aut. 2003.

toriquement la monarchie Al Saoud au message wahhabite. Les conséquences de l'après-11 septembre 2001 sur le Royaume ont favorisé l'influence politique grandissante de cette nouvelle élite au sein du pouvoir (11), mais la portée de ses idées reste fortement circonscrite à un cercle élitare et ne semble guère avoir prise sur la population et notamment la jeunesse.

Si l'Administration Bush se félicite donc aujourd'hui des réformes en cours dans le Royaume, c'est par pur calcul politique. Compte tenu du contexte régional actuel, une escalade saoudo-américaine, quel qu'en soit le thème, susceptible de produire une déstabilisation du Royaume, n'arrangerait aujourd'hui en rien la situation des États-Unis sur le terrain moyen-oriental. En revanche, encourager la stabilisation de la situation sécuritaire (le pouvoir saoudien tente précisément d'éliminer les groupes radicaux présents sur son territoire et qui essaient au-delà) (12) et la mise en œuvre progressive de réformes politiques et économiques dans le Royaume correspond mieux aux intérêts américains bien compris et semble d'ailleurs être la politique préconisée pour l'heure par Washington. Les États-Unis, qui ont historiquement joué un rôle essentiel dans l'affirmation étatique de l'autorité des Al Saoud, ont toutes chances de continuer à peser de tout leur poids sur le destin politique de la monarchie. Il est vraisemblable, compte tenu de leurs intérêts pétroliers vitaux, que les États-Unis miseront plus sur la réforme de la monarchie, voire sur les ambitions politiques de la nouvelle élite cooptée, que sur une rupture avec le pouvoir saoudien.

Outre son combat contre le terrorisme, la puissance américaine s'est dotée d'une mission idéologique, à savoir instaurer un nouveau modèle de gouvernance au Moyen-Orient, dont les principes obéiraient à l'idéal de liberté et de démocratie auquel aspire l'Amérique afin de combattre la «*tyrannie*» (13). Cette stratégie, inspirée notamment de la dynamique idéologique des néo-conservateurs, s'inscrit dans le long terme. Elle a pour vocation non seulement de s'assurer de nouveaux alliés, dont les idées seraient plus conformes à l'idéal de liberté et de démocratie que seul l'État d'Israël incarnerait, selon les États-Unis, pour l'heure au Moyen-Orient, et de proscrire la majorité des régimes, notamment le régime iranien des Mollahs ou encore bien sûr le régime ba'athiste syrien. La théorie du «*regime change*», appliquée à l'Afghanistan et à l'Irak par la force, le serait de manière plus insidieuse pour les autres pays, en s'appuyant notamment sur une plus grande autonomisation de la société civile. L'administration américaine fait le pari que celle-ci sera amenée à s'épanouir grâce à l'ouverture

(11) *Saudi Arabia backgrounder : who are the Islamists?*, ICG, 21 sept. 2004 ; Stéphane LACROIX, «*Between Islamists and Liberals : Saudi Arabia's New 'Islam-Liberal' Reformists*», *Middle East Journal*, été 2004.

(12) Fatiha DAZI-HÉNI, *op. cit.*, *Ramsès 2005*.

(13) Allocutions du Président Bush, le 12 septembre 2002, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, puis le 29 janvier 2003, son discours de l'état de l'Union avec, entre-temps, l'exposé présenté par Colin Powell, Secrétaire d'Etat américain devant la Heritage Foundation, le 12 décembre 2002, sur la conception du «*Nouveau Moyen-Orient*» par la Maison-Blanche.

des marchés et à l'adhésion croissante de cette région aux principes du libéralisme économique.

La ferme volonté politique de l'administration américaine de garder un Iraq sous contrôle – même dans un contexte de semi-chaos qui a toute les chances de perdurer encore des années – peut se satisfaire d'une violence civile dans certains bastions du pays, si des personnalités iraqiennes favorables aux intérêts américains jouent le jeu de la reconstruction du pays. Cette mise sous tutelle de l'Iraq part du constat d'échec de la stratégie de sécurité américaine dans le golfe Persique au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 par l'Administration Bush. Découvrir que les commanditaires et exécutants de ces attentats étaient issus pour l'essentiel des pays – dits pro-américains – dont Washington assurait la protection a constitué pour l'Amérique un immense choc. Déçus par les régimes égyptien et saoudien, les Etats-Unis semblent, au-delà du contrôle de l'Iraq, envisager un réel changement du positionnement américain au Moyen-Orient. Celui-ci se fonderait désormais davantage sur l'imposition des principes universels – dans leur interprétation américaine – (droits de l'homme, démocratisation, libéralisation), que sur un traditionnel système d'alliances conclu avec des Etats.

A court terme, l'Arabie saoudite ne devrait donc pas constituer une cible immédiate de la stratégie américaine de «remodelage du Moyen-Orient». En effet, d'une part, le régime Al Saoud remplit parfaitement, aux yeux des Etats-Unis, sa mission de régulation des prix et de quota de production des hydrocarbures au sein du cartel de l'OPEP; d'autre part, il ne constitue qu'une cible parmi d'autres dans le projet de «remodelage» régional américain. En outre, il n'y a pas, pour l'heure, d'alternative au régime Al Saoud. L'opposition islamiste salafiste, la plus influente dans le pays, est désireuse d'installer un Etat islamique «désaoudisé», ce qui interdit à court terme toute solution de rechange favorable aux Etats-Unis. En revanche, le scénario américain qui vise à refaçonner le Moyen-Orient essentiellement à travers la dimension «ultra» libérale du projet, peut conduire à plus long terme la monarchie saoudienne à se conformer aux codes de «bonne gouvernance» et à transformer sa manière de régner.

LA NOUVELLE CONCEPTION STRATÉGIQUE RÉGIONALE DÉFENDUE PAR L'ARABIE SAOUDITE

Force est de constater que l'environnement international de l'après-11 septembre 2001 ne sert pas la cause des grands Etats traditionnellement plus souverains de la région (Iraq et Iran) ou du moins attachés à leur mode de gestion stato-tribal indépendant (Arabie saoudite et Yémen). Ainsi, le chaos qui règne en Iraq hypothèque toute chance de voir émerger à court terme dans ce pays une autorité centrale forte et unifiée. De plus, on assiste

aujourd'hui à l'isolement croissant de l'Iran, qui évolue à la marge de l'économie mondiale du fait de son refus de renoncer définitivement à son programme nucléaire militaire.

On observe en outre une certaine marginalisation du rôle régional de l'Arabie saoudite : son action hégémonique traditionnelle au sein du CCG est bien révolue, de même que le Yémen demeure ostracisé. Cependant, les capacités de nuisance de l'Arabie saoudite et du Yémen, du fait de leurs difficultés à surmonter les défis sécuritaires internes et à prévenir les trafics variés et infiltrations de groupes djihadistes, sont telles qu'une inclusion de ces Etats dans la politique moyen-orientale américaine s'impose, ne serait-ce que par le biais de la lutte antiterroriste.

La volonté saoudienne de voir « moins d'Amérique » dans la région contraste avec le désir de « plus d'Amérique » formulé par les petites monarchies voisines

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la présence militaire américaine massive dans la région se renforce en se concentrant sur d'autres points d'entrées que ceux fixés suite à la guerre du Koweït en 1991. Le Qatar, les EAU et le Royaume de Bahreïn sans compter bien sûr l'Irak de l'après-Saddam Hussein sont davantage des points d'appui stratégiques, alors que l'Arabie et le Koweït concentraient auparavant l'essentiel des forces armées américaines. Les interventions militaires des Etats-Unis en Afghanistan (octobre 2001) et en Iraq (mars-avril 2003), ainsi que l'approche américaine à long terme de la zone, dite vision du « *Greater Middle East* », ont considérablement accentué la pression sur les petites monarchies du Golfe et notamment sur la jeune génération des princes dominant aujourd'hui le paysage politique de leur pays. C'est ainsi que shaykh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan (14), nouveau prince héritier d'Abou Dhabi, désigné au lendemain du décès de son père, shaykh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, survenu le 2 novembre 2004, n'a eu d'autre choix que de renforcer très significativement ses relations militaires avec les Etats-Unis, tout comme son voisin qatari l'avait auparavant fait de manière encore plus significative en devenant la base arrière de l'US Central Command au Moyen-Orient, depuis laquelle la guerre d'Iraq a pu être dirigée. Au-delà de la stratégie américaine en Iraq, ces micro-pays redoutent par dessus tout la déstabilisation de l'Arabie saoudite, qui ne pourra que se faire ressentir chez eux, d'où leur recours à la protection américaine, qui se solde par la compétition farouche que se livrent entre eux ces Etats afin de donner au tuteur américain les meilleurs gages de leur coopération.

(14) Le nouveau prince héritier s'est jusqu'à présent surtout distingué par sa fonction de chef d'état-major, qu'il s'apprête à quitter pour se consacrer à son poste de numéro deux d'Abou Dhabi.

Des divergences d'appréciation se font depuis jour entre ces petites monarchies et l'Arabie saoudite. Cette situation reflète également de manière générale la nouvelle réalité géopolitique moyen-orientale, avec une dichotomie très nette de la perception de la menace et de la sécurité régionale que se font les grands États (Arabie, Égypte, Syrie, Iran, Yémen, voire Oman) et les petits États en manque de souveraineté (Jordanie, Liban, ÉAU, Qatar, Koweït et Bahreïn).

La situation actuelle de résignation à la tutelle des États-Unis fait même place à la perspective d'une adhésion à la vision stratégique américaine au Moyen-Orient. Ces petits pays entourés de grands États font le calcul qu'ils ont tout intérêt, pour leur propre survie, à s'aligner sur la stratégie américaine orientée vers un «remodelage». En réalité, pour être plus visible aujourd'hui qu'il y a treize ans, la présence militaire américaine au sein des petites monarchies du Golfe en manque de souveraineté et les négociations bilatérales pour contracter avec chacune des petites principautés, y compris Oman, mais à l'exclusion de l'Arabie saoudite et du Yémen, des accords de libre-échange peuvent apparaître comme une garantie supplémentaire de mise sous tutelle américaine de la zone. Ces accords sont perçus par les monarques régnant sur ces principautés vulnérables comme susceptibles de les mettre encore plus à l'abri d'éventuelles futures velléités hégémoniques des grands États voisins : Iran, Arabie saoudite et même Iraq.

Aujourd'hui, la garantie de sécurité de ces petites entités non souveraines passe davantage par leur adhésion aux principes de l'économie libérale chers à Washington. L'objectif visé par ces petits émirats en manque de souveraineté est donc bien d'établir un lien d'interdépendance très fort avec la communauté internationale afin de l'impliquer autant que possible dans la défense de leurs intérêts nationaux. Ne pouvant jouer sur les attributs classiques de ce qui définit la souveraineté nationale, les nouvelles générations princières des petites principautés misent pleinement sur les emblèmes et l'impact de la mondialisation pour développer sur le modèle de Dubaï ou du Qatar une modernité et un espace de libertés virtuelles rendus possibles par la libéralisation économique. Les dirigeants saoudiens se trouvent pour leur part gênés et troublés à divers égards.

*La nouvelle conception saoudienne
d'une architecture de sécurité pour le Moyen-Orient*

L'approche d'une sécurité régionale sous le parapluie américain est de moins en moins partagée par l'Arabie saoudite, comme en témoigne la vigueur des propos du ministre des Affaires étrangères saoudien, Saoud Al Faysal, à l'occasion de la conférence de l'IISS (International Institute for Strategic Studies) sur la sécurité du Golfe, qui s'est tenue à Manama du 3

au 5 décembre 2004 (15). Ce dernier s'en est pris avec virulence aux membres du CCG qui «*outrepassent les engagements collectifs*», sous-entendu le Bahreïn, qui a signé en septembre 2004 un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

Le Royaume plaide aujourd'hui plus que jamais pour le renforcement de l'institution régionale politico-sécuritaire et économique du CCG, en proposant d'intégrer le Yémen et de faire de l'accord frontalier irako-koweïtien qui contient des garanties internationales un modèle pouvant servir à de futurs accords entre l'Iran et le CCG. L'Arabie saoudite, qui s'est symboliquement rapprochée de l'Iran depuis 1997, n'a depuis cessé d'entretenir des relations de bon voisinage avec son grand voisin. Selon les dirigeants saoudiens, un Iran amical, prospère et sûr de ses frontières devrait jouer un rôle essentiel dans le maintien de la sécurité de la région.

La nouvelle conception de la sécurité régionale du Royaume saoudien repose dorénavant sur son cadre collectif et sa volonté d'impliquer davantage la communauté internationale plutôt que de laisser cette tâche sous la seule responsabilité de la superpuissance américaine. De même, selon les dirigeants saoudiens, seule la garantie de la communauté internationale peut déboucher sur un retour des négociations de paix israélo-palestiniennes, tout comme l'idée de garder la région libre de toutes armes de destruction massive ne peut aboutir qu'en impliquant la totalité des acteurs, y compris Israël.

En outre, la peur que suscite l'Iran dans le contexte régional actuel est davantage liée à sa position d'Etat, qui ressort renforcée d'un contexte géopolitique bouleversé par l'affaiblissement de l'Etat iraquien et de l'émergence de la donne chiite dans ce pays, qu'à une menace proprement iranienne. En effet, les craintes de voir l'influence chiite arabe iraquienne gagner les communautés chiites du Koweït, du Bahreïn et de la province nord-est saoudienne du Hasa, d'autant que celles-ci sont majoritairement originaires d'Iraq, dominent les appréhensions des monarques arabes sunnites du Golfe. La question du nucléaire iranien vient dans ce contexte alimenter un peu plus la menace primordiale que constitue la donne chiite arabe d'Iraq. C'est davantage le pouvoir de nuisance et d'instrumentalisation de cette donne par l'Iran qui nourrit également l'appréhension des dirigeants sunnites des monarchies du Golfe, plus que la capacité nucléaire militaire des Iraniens, qui déstabilisent pour l'heure les monarchies. Bahreïn, les EAU et accessoirement le Qatar perçoivent l'Iran comme un voisin menaçant du fait de litiges passés ou en cours et utilisent la question du programme nucléaire iranien comme argument supplémentaire d'instabilité régionale.

(15) «Towards a New Framework for Regional Security», discours prononcé par Saoud Al Faysal, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, à la conférence consacrée à la sécurité du Golfe, organisée par l'International Institute for Strategic Studies (IISS) et les autorités bahreïniennes, à Manama, le 5 décembre 2004.

En cela, les grands Etats de la péninsule se démarquent, Arabie saoudite en tête mais également Oman et Yémen. Même si le sultanat d'Oman est lui aussi sur le point de contracter au cours de l'année 2005 un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, ses positions en matière de sécurité régionale et notamment sur le dossier iranien sont proches de la nouvelle conception sécuritaire régionale défendue par l'Arabie saoudite. Oman entretient en effet les meilleures relations de la région avec l'Iran sur le plan de la sécurité. De ce fait, lors de sa visite dans le sultanat en octobre 2004, le Président iranien Khatami s'est vu proposer par le sultan Qabous une médiation omanaise pour désamorcer la crise du nucléaire iranien.

Cette approche de la menace iranienne davantage perçue comme un facteur de nuisance et de désordre supplémentaire venant conforter une plus confortable assise de la communauté chiite dans la région est globalement partagée par l'ensemble des monarchies. Néanmoins, les petites principautés sont essentiellement préoccupées par la protection de leur entité territoriale, alors que le Royaume saoudien tente pour sa part de promouvoir, pour la première fois de son histoire contemporaine, une vision globale d'une architecture régionale de sécurité conçue indépendamment de la protection américaine.

Se sentant «laissé tomber» par son protecteur traditionnel américain et même de plus en plus marginalisé dans sa propre sphère d'influence naturelle, le CCG, le Royaume saoudien multiplie les initiatives, depuis le retrait des militaires américains de son territoire en 2003, pour développer une nouvelle approche sécuritaire régionale. Les dirigeants du Royaume laissent volontiers planer le doute sur l'intensité de leur alliance militaire et stratégique avec le Pakistan, qui est doté de l'arme nucléaire. Peu après le départ des militaires américains du sol saoudien, des renforts pakistanais étaient prévus pour palier à ce manque. Face aux rumeurs ou thèses peu fondées sur l'éventuelle volonté des Saoudiens de prétendre développer un programme nucléaire grâce à l'aide et au savoir-faire du Pakistan, les dirigeants saoudiens évoquent le droit et même la nécessité pour le Royaume d'avoir recours à un allié tiers pour assurer la défense et la sécurisation de son territoire.

QUELS IMPACTS RÉGIONAUX PEUVENT SURGIR
DES DIVERGENCES D'APPROCHE ENTRE LES CONCEPTIONS
AMÉRICAINNE ET SAOUDIENNE DES ENJEUX STRATÉGIQUES
AU MOYEN-ORIENT ?

Si le contexte géopolitique conflictuel quasi permanent au Moyen-Orient depuis la seconde moitié du XX^e siècle fait partie intégrante de l'histoire contemporaine de cette région, l'après-11 septembre 2001 constitue, dans la trajectoire politique des pays de la zone, un véritable tournant. Cet événe-

ment pousse les six pouvoirs monarchiques les plus conservateurs de la région à maintenir une dynamique de changements. Le maintien de ce cap est aujourd'hui irrévocable car la pression en provenance des Etats-Unis est telle que, même dans la situation économique de croissance exceptionnelle que connaissent, depuis cette date fatidique, les six pays membres du CCG, les dirigeants ne sont plus en mesure de se satisfaire d'une politique de subvention basée sur des dépenses publiques massives en vue de conforter leur autorité et de maintenir la paix civile. La nouvelle donne géopolitique internationale de l'après-11 septembre 2001 conduit les Etats-Unis à surveiller de très près les régimes monarchiques d'Arabie, stigmatisés comme étant l'épicentre du radicalisme sunnite hostile à l'Amérique (16). Le Royaume d'Arabie saoudite se trouve être particulièrement scruté et contraint de s'adapter à une gouvernance plus en conformité avec les normes mondiales de l'économie, du droit du travail et surtout du respect des droits de l'homme.

Les Etats-Unis continueront de ce fait à exercer une très forte pression sur les dirigeants saoudiens afin qu'ils réforment en profondeur, voire renoncent au projet de société wahhabite qui incarne, selon Washington, un radicalisme islamique à l'origine des attentats terroristes du 11 septembre et de la haine anti-américaine. Cependant, cette pression américaine n'est pas sans conséquence sur les rapports de force en vigueur au sommet de l'Etat saoudien. Le mécontentement du clergé officiel (le corps des oulémas) (17) ne cesse de s'accroître et se manifeste à tous les niveaux. Il se concentre néanmoins sur les réformes et les concessions faites par la famille royale aux Américains : en usant de l'alibi de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures saoudiennes, le front conservateur essaie de décrédibiliser la politique de modernisation que le prince héritier tente de mettre en place, depuis la fin de la décennie 1990 et davantage après les attentats du 11 septembre 2001 (18), en s'en prenant toutefois indirectement à lui par le biais des violentes accusations portées contre l'influence qu'exercent les nouveaux islamistes libéraux sur le gouvernement.

Il semblerait ainsi que la stratégie américaine d'un Moyen-Orient remodelé ait eu une incidence directe sur les divisions politiques assez nettes qui se creusent à la tête du Royaume. Les défenseurs des thèses traditionalistes rejettent en bloc la politique américaine interventionniste, tandis que les réformateurs qui la réprouvent tout autant tentent, par pragmatisme, de composer avec. Ainsi, l'annonce du plan de paix du Prince héritier concer-

(16) Anthony H. CORDSMAN, *Saudi Arabia Enters the 21st Century. IV. Opposition and Islamic Extremism*, CSIS, Washington, déc. 2002.

(17) Nous utilisons ici le terme «clergé» pour désigner le corps des oulémas qui représente la ligne religieuse officielle du Royaume, même si la légitimité de ce corps en tant qu'institution officielle de l'Islam dans le Royaume est largement remise en question par les diverses sensibilités religieuses en présence.

(18) Richard DEKMEDJIAN, «The Liberal Impulse in Saudi Arabia», *Middle East Journal*, vol. CVII, n° 3, été 2003.

nant la question israélo-palestinienne, en février 2002, avait suscité une forte réprobation au sein du clergé, qui relaie l'hostilité d'une majorité de l'opinion publique saoudienne, très hostile à toute normalisation avec Israël (19). Adoptée comme plan de paix arabe à l'unanimité lors du Sommet de la Ligue des 22 Etats arabes à Beyrouth, le 28 mars 2002, cette initiative relance les négociations de paix sur une base inédite, avec l'annonce de la pleine normalisation des relations entre l'ensemble des pays arabes et Israël en échange de son retrait de l'ensemble des territoires occupés en 1967.

De même, la question iraquienne a été l'occasion pour les membres les plus conservateurs du clergé de radicaliser leur discours vis-à-vis des Etats-Unis. Si le régime Al Saoud s'est également opposé avec vigueur à une guerre contre l'Iraq menée par les Etats-Unis en dehors du cadre onusien, il n'a eu d'autre choix que de laisser les Etats-Unis disposer de son espace aérien et d'une partie de son territoire, où des forces spéciales se sont déployées depuis l'aéroport d'Arar. La stratégie du pouvoir saoudien a ainsi consisté à tout faire pour ne pas ébruiter cette complaisance, sachant que l'essentiel de l'opération militaire avait pour bases principales les territoires koweïtien, qatari ainsi que les bases maritimes de Bahreïn et d'Oman.

Bien que négligeant nombre de contraintes locales, la nouvelle vision stratégique américaine comporte néanmoins des éléments positifs, porteurs d'espoirs pour des populations arabes, lasses et déçues des élites dirigeantes qui ont gouverné depuis les indépendances sans leur accorder crédit ou attention. Pour la première fois, «une perche est tendue» en direction des sociétés civiles, leur ouvrant la perspective de pouvoir à terme peser sur leur destin. Les régimes qui bénéficiaient jusqu'à présent de la plus grande impunité et bienveillance de la part de Washington sont aujourd'hui contraints de prouver leur bonne conduite en matière de lutte antiterroriste et d'adhésion aux valeurs universelles dites de «bonne gouvernance». Néanmoins, les inspirateurs de la nouvelle vision stratégique américaine semblent sous-estimer l'ampleur de la haine que suscite au sein de l'opinion publique des monarchies d'Arabie la politique américaine au Moyen-Orient, jugée trop pro-israélienne. Les courants islamistes qui dominent le champ politique local et exercent une influence majeure dans la vie quotidienne des nationaux contribuent à alimenter le très fort sentiment anti-américain, lequel se nourrit notamment de l'ambition des Etats-Unis de «refaçonner» à leur image le Moyen-Orient où Israël occuperait une place centrale.

La nouvelle donne régionale risque-t-elle d'engendrer une plus forte polarisation des idéologies et, à terme, une logique de confrontation communautaire plus conflictuelle dans les sociétés d'Arabie ?

(19) De nombreux articles de presse, notamment parus dans le quotidien *al-Watan* au cours du mois de mars 2002, témoignent de cette hostilité.

La nouvelle dynamique internationale qu'induit le code de «bonne gouvernance» du projet américain de Grand Moyen-Orient, combinée à l'émergence de la classe locale chiite en Iraq pourraient avoir pour conséquence majeure de renforcer une plus nette bipolarisation des sociétés d'Arabie. En outre, un autre type de dichotomie se manifeste au sein du champ politique intérieur de chacun des États de cette région, par le fossé qui se creuse entre les idées libérales défendues par les nouvelles élites dirigeantes (princes de la deuxième, voire troisième, génération au pouvoir et jeunes technocrates) et une population locale très majoritairement influencée par le conservatisme tribalo-islamiste véhiculé par les anciennes générations princières : ces dernières ont en effet largement contribué à asseoir l'influence des courants islamistes contre les idées progressistes, séculières et laïcisantes qui ont subi une forte censure entre les années 1950 et 1970, où l'idéologie nationaliste arabe nassérienne avait notamment cours au Koweït, à Bahreïn (20), en Arabie saoudite, notamment parmi les chiites (21) et en Oman à travers la rébellion du Dhofar.

Aujourd'hui, à Bahreïn comme au Koweït, on perçoit une logique croissante de confrontation des idées libérales et islamistes au sein des débats parlementaires. Ceux-ci reflètent néanmoins une véritable fracture entre les élites dirigeantes et la société. De même, dans le cadre du dialogue national saoudien engagé depuis l'été 2003, tout ce qui touche au libéralisme social est perçu comme pro-américain, même les nouveaux islamistes libéraux les plus favorables à l'ouverture politique et économique du pays sont hostiles à la promotion des droits civiques des femmes. Il faut dire que ces derniers font l'objet, de la part de leurs adversaires islamistes (les islamistes conservateurs institutionnels du corps des oulémas et les salafistes réformateurs ex-dissidents) (22), d'une féroce campagne de dénigrement, qui a pour objet de discréditer leur chance de devenir un jour aux côtés des Al Saoud une alternative politique aux islamistes wahhabites les plus rigoristes.

De plus, la transition actuelle peut, en fonction de l'évolution géopolitique régionale et notamment de la question iraquienne, avec le rôle politique conséquent que joueront les chiites dans le nouvel État après les élections législatives du 30 janvier 2005, engendrer un autre type de polarisation, que provoquerait l'exacerbation des tensions entre les communautés sunnites et chiites dans la péninsule arabique. Les dynasties régnantes sunnites des monarchies d'Arabie sont très fébriles et inquiètes quant aux conséquences

(20) Fatima DAZI-HÉNI, *Monarchies et Sociétés d'Arabie. Le Temps des confrontations*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005.

(21) Sur les mouvements de grève des employés chiites d'ARAMCO en 1953 et 1956 pour une valorisation de leurs conditions de travail vis-à-vis de la main-d'œuvre étrangère et sur le mouvement de mobilisation de la communauté chiite au début des années soixante quant à leur statut de minorité marginalisée, cf. Madawi et Loulouwa AL RASHEED, «The Politics of Encapsulation: Saudi Policy Towards Tribal and Religious Opposition», *Middle Eastern Studies*, vol. XXXII, n° 1, janv. 1996.

(22) Mamoun FANDY, *Saudi Arabia and the Politics of Dissent*, Macmillan Press Ltd, Londres, 1999.

que pourraient avoir sur leur propre pays le retournement de situation du pouvoir en Iraq avec la marginalisation politique des sunnites.

La donne chiite n'est pas homogène dans les six monarchies. C'est à Bahreïn que cette situation suscite le plus d'inquiétude. Le Koweït, qui compte pourtant entre 30 % et 35 % de chiites parmi ses nationaux, ne connaît pas de problème interconfessionnel significatif. Grâce à la politique équilibrée d'intégration conduite par la dynastie régnante Al Sabâh, l'unité nationale entre sunnites et chiites est réelle. Celle-ci vaut en retour à la famille régnante une loyauté significative de la communauté chiite, qui s'est d'ailleurs concrètement traduite par une désobéissance civile dominée par des leaders chiites face à l'occupant iraquien au cours de l'été 1990. Cependant, les opérations militaires américaines conduites contre les résistants sunnites en Iraq depuis l'automne 2004 ont eu des répercussions directes sur l'exacerbation des rivalités entre les deux communautés au Koweït. En effet, ces tensions confirment celles graduelles et persistantes apparues lors du scrutin électoral législatif du 3 juillet 2003, entre les courants islamistes sunnites koweïtiens, notamment chez les salafistes (Rassemblement islamique populaire) et mouvement salafiste scientifique, et les formations islamistes chiites.

Dans le contexte d'une prise en main globale du pouvoir par une élite dirigeante rajeunie favorable à un nouveau type de gouvernance en phase avec la mondialisation des échanges, l'avenir de la transition économique et politique dans des monarchies dominées par des idéologies islamistes et une réalité tribale très conservatrice risque d'engendrer une confrontation plus conflictuelle des idéologies entre les pouvoirs et les sociétés. On peut donc s'interroger sur les risques que pourrait engendrer à l'avenir la transition, avec un glissement vers un néo-conservatisme qui se fonderait sur une fracture idéologique et culturelle mettant en conflit les nouvelles élites dirigeantes plutôt anti-islamistes face à des idéologies islamistes hostiles au projet de société libérale qui se met en place dans la péninsule arabique depuis le début de la décennie.

* *
*

Au-delà de la stratégie américaine en Iraq, la plausible mainmise du pouvoir dans ce pays par la communauté chiite et dans une moindre mesure par les Kurdes au détriment de la communauté sunnite constitue une nouvelle donne pour un Etat arabe du golfe Persique. Celle-ci suscite toutes sortes de craintes, notamment en Arabie saoudite, mais aussi au sein des populations sunnites de l'ensemble de la péninsule arabique qui voient dans l'émergence de la donne chiite arabe, au-delà de la consolidation de l'Iran comme future puissance régionale potentielle, la nouvelle réelle menace régionale.

Cette situation peut à terme se traduire selon diverses formes. Elle peut soit contribuer à aggraver une polarisation de la société comme c'est déjà le cas au Bahreïn entre les citoyens sunnites et chiïtes, soit renforcer l'animosité entre les deux communautés qui cohabitent encore parfaitement au Koweït. Les quelques incidents qui ont opposé, au cours de l'année 2004, les éléments sunnites les plus radicaux de la scène politique koweïtienne aux revendications de chiïtes, souhaitant eux-mêmes administrer leurs *waqfs* (biens religieux) gérés jusqu'à présent par les sunnites et réclamant la construction d'un nombre de mosquées proportionnel à leur représentation démographique, ont exacerbé les tensions dans un contexte régional nourri de suspicions réciproques entre les deux communautés. En Arabie saoudite, cette situation peut renforcer le niveau de cohésion et de structuration de la communauté chiïte du Hasa et contrevenir à la dynamique du dialogue national lancé par le Prince héritier Abdallah.

A plus long terme, l'approche divergente d'un Moyen-Orient pacifié tel que perçue par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite peut renforcer les tensions et les disparités entre les intérêts stratégiques des grands et des petits Etats. Alors que les premiers considèrent trop de présence américaine comme une source majeure d'instabilité régionale, les seconds font le choix de la protection américaine pour préserver leur sécurité et celui de la mondialisation comme mode de substitution à leur manque de souveraineté nationale.